



Pour l'extrême droite, cet activisme n'est que le miroir de celui mené par la gauche et les écologistes depuis des décennies. « Les méthodes que l'on utilise sont relativement éprouvées. La seule originalité, c'est que ça se passe à droite, minimise Philippe Vardon, délégué à l'animation de Reconquête!. Cela rend la gauche dingue parce que jusqu'ici tout passait. On dit: "On ne recule plus." L'élus nicçois, venu du RN, a apporté dans ses valises deux décennies d'expérience de l'agit-prop chez les identitaires. Damien Rieu, passé comme lui par un mouvement identitaire puis le RN, apporte, de son côté, sa notoriété sur les réseaux sociaux et sa maîtrise de l'outil.

Parmi les faits d'armes du Bloc identitaire, mouvement cofondé par M. Vardon en 2002: l'annulation de concerts du groupe de rap Sniper, auteur d'une chanson dénoncée comme francophobe. Les méthodes de l'époque rappellent furieusement celles d'aujourd'hui: militantisme numérique, circulation de pétitions et de numéros de téléphone des organisateurs ou des municipalités. « Le Bloc identitaire a professionnalisé ce mode d'action et exploité sa puissance de façon inédite en faisant pression par différents canaux. La sphère zemmourienne est dans sa continuité, analyse Marion Jacquet-Vaillant, chercheuse à l'université Paris-II-Panthéon-Assas et autrice d'une thèse sur le mouvement identitaire français. C'est une mobilisation à bas coût, qui peut provoquer la sidération d'élus peu habitués et qui capitule par peur des conséquences pour eux ou l'image de leur commune. »

REMONTÉES DE TERRAIN

En cherchant à obtenir des victoires locales et concrètes, les zemmouriens se distinguent de l'agit-prop des identitaires des années 2010, qui organisaient des actions visuelles spectaculaires sur des sujets nationaux. Reconquête! dit se baser sur des remontées de terrain, qu'il s'agisse de collectifs faisant appel à sa force de frappe et son expérience, ou de sympathisants signalant des événements dans leur département – conférence d'imams, activités périscolaires jugées « politiques ». « On commence toujours par l'interpénétration des citoyens: plein de choses passent inaperçues si l'on n'en parle pas, expose M. Vardon. Ensuite, ce sont les pouvoirs publics, et parmi eux, des élus locaux. Informer, interpeller et aller chercher les petites victoires. »

Ce registre d'action rappelle celui de la mouvance écologiste, passée maître dans la

coordination de luttes locales et la mobilisation militante. Ainsi, à titre d'exemple, l'association écologiste Terres de luttes distille ses conseils pour « dialoguer et faire pression sur les élus », créer une pétition ou monter une ZAD (zone à défendre), des méthodes qui ont davantage fait leurs preuves que les manifestations.

Pour le sociologue Albert Ogien, spécialiste de l'activisme politique, les actions zemmouriennes rappellent également la frange conservatrice américaine hostile aux avortements: « Elle ne laisse pas un représentant tranquille, le harcèle du matin au soir. Il y a, en France, une réticence à utiliser ces méthodes de "name and shame", à faire des élus des boucs émissaires. » La différence, relève M. Ogien, réside dans la place prise par un parti politique dans ces « actions décentralisées », à une époque où l'expression de la colère ne passe plus par ces mouvements. Le parti utilise d'ailleurs ses élus, comme le sénateur des Bouches-du-Rhône Stéphane Ravier, pour donner du poids à ses requêtes auprès des préfets.

« Reconquête! ne peut pas se tourner les pouces entre deux élections et attendre que les Français se réveillent, théorise Damien Rieu. La droite s'est endormie, se contentant des élections et des salons. On découvre simplement que l'on peut agir par l'influence et la mobilisation, comme la gauche l'a toujours fait. Les victoires sont à portée de main, faciles à obtenir, il suffit de s'organiser et se mobiliser. L'Etat n'a pas l'habitude que la droite fasse pression sur lui. »

Reconquête!, dont les militants sont à la fois plus nombreux, politisés et radicaux que ceux du RN, veut croire que ses actions locales maintiendront son attractivité à l'extrême droite, et se dit conforté par ses chiffres de réadhesion. Le mouvement assure avoir de nouveau dépassé la barre des 100 000 adhérents.

Ses actions comportent toutefois un triple risque: le faire basculer dans une logique groupusculaire; subir les répercussions de l'agression éventuelle, un jour, d'un élu; et mener une guerre culturelle au seul bénéfice électoral du RN, jugé dans les sondages plus apte à exercer le pouvoir. Aux trois élections législatives partielles organisées dimanche 22 janvier, les candidats du parti ont obtenu entre 2 % et 2,5 % des suffrages exprimés, dix fois moins que le RN. ■

BENOÎT FLOCH
ET CLÉMENT GUILLOU

« Ce n'est plus un sujet, les demandeurs d'asile font partie de Luzy »

En Isère, en Corrèze, dans l'Aisne... des maires font part de leurs expériences réussies malgré les crispations

TÉMOIGNAGES

Ces élus ruraux ne veulent pas laisser agiter le cas de Callac (Côtes-d'Armor) comme un trophée. Car si les pressions répétées des identitaires ont eu raison du projet de cette municipalité bretonne d'accueillir des réfugiés, voilà plusieurs années que d'autres bourgs, partout en France, ont fait le pari de l'hospitalité. Et que « ça se passe bien », de l'avis de plusieurs élus. Ainsi d'Uzerche (Corrèze), de Sissonne (Aisne), de Notre-Dame-de-Osier (Isère), de Pessat-Villeneuve (Puy-de-Dôme), de Luzy (Nièvre), pour n'en citer que quelques-uns. Des municipalités de 500 à 2 800 habitants qui toutes, entre 2015 et 2018, ont été volontaires, avec des associations, pour accueillir des personnes demandeuses d'asile ou réfugiées, soit dans des centres d'accueil soit par un chantier d'insertion.

Certes, aucune n'a échappé aux résistances. Surtout au début. Les maires qui l'ont vécue restent marqués par la première réunion publique dans des salles des fêtes bondées, où se sont déversés les peurs et fantasmes de certains, parfois attisés par la présence de membres de l'extrême droite. « Ils vont violer mes enfants! », « La valeur de ma maison va baisser » a d'abord entendu le maire de Pessat-Villeneuve, Gérard Dubois (divers gauche), avant que la réunion ne bascule sur de l'humain. La municipalité a été l'une des premières à se porter candidate pour ouvrir un centre durant la crise migratoire de 2015. De même que celle d'Uzerche. « Vous mettez le diable dans l'école de nos enfants » s'entendait l'édile communiste, Jean-Paul Grador. Des amalgames exacerbés par les attentats. À Luzy, qui a ouvert sa structure d'hébergement en 2018, la salle finit par faire sortir de la réunion sous les huées les quelques identitaires venus tenter de mettre le bazir.

Sursaut citoyen

Dans toutes ces communes, le sursaut citoyen a finalement pris le dessus et les bénévoles ont afflué: cours de français, aide aux déplacements... Certes, toutes les tensions n'ont pas disparu: le maire de Pessat a menacé plusieurs plaintes pour dénonces de mort. Mais la situation s'est néanmoins apaisée. On a même vu des réfractaires se convertir. Au gymnase d'Uzerche, un ancien militaire hier inquisit pour ses efforts organisés des ateliers de sport de combat aux ateliers; à Sissonne, l'amitié entre les enfants a fait évoluer les regards de familles. Depuis 2015, 700 exilés ont fait escale à Pessat-Villeneuve, quasi autant que le nombre d'habitants. « C'est devenu naturel, ce n'est plus un sujet, les demandeurs d'asile font partie de Luzy », estime la maire Jocelyne Guérin (divers gauche), qui évoque une « tolérance élargie » et « une fenêtre sur le monde pour des Morvandiaux jamais partis ».

Depuis la crise migratoire de 2015, l'Etat poussé à davantage répartir les demandeurs d'asile en régions, pour désenclaver l'Île-de-France où sont déposées 50 % des demandes d'asile. Une politique d'orientation régionale directive qui permet, depuis 2021, d'envoyer tous les mois 1800 personnes en régions. S'ils refusent leur orientation hors de l'Île-de-France,

« ON A PERDU 150 HABITANTS EN QUINZE ANS, ACCUEILLIR NE PEUT QU'ENRICHIR NOS CAMPAGNES »

JEAN-PAUL GRADOR
maire communiste
d'Uzerche (Corrèze)

les demandeurs d'asile perdent le droit à un hébergement et à une allocation de subsistance. Le taux de refus était de 23 % en janvier, en augmentation par rapport à 2021 (autour de 18 %).

Ainsi, pour les personnes acceptant leur orientation, l'arrivée dans les espaces ruraux se trouve « très largement subie », souligne un rapport de la délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (Diar). « La méconnaissance du lieu d'accueil avant l'arrivée est quasi généralisée et le caractère rural du territoire est souvent minimisé voire dissimulé par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) au moment de l'attribution. C'est alors la société d'accueil qui a la tâche de faire accepter l'attente dans le centre, dans des conditions peu propices à l'intégration. » Par conséquent, une fois le statut de réfugié accordé, « beaucoup souhaitent quitter le territoire pour rejoindre l'Île-de-France ou les grandes agglomérations régionales quitte à perdre la continuité de l'accompagnement », note le Diar. Les chiffres sont à ce titre éloquent: seulement 3,4 % des réfugiés habitent dans une commune rurale contre 33 % pour le reste de la population.

Alors qu'il évoquait le projet de loi asile et immigration – qui devrait être présenté en conseil des ministres mercredi 1^{er} février –, M. Macron avait suggéré d'aiguiller davantage les réfugiés vers les territoires ruraux comme pour les demandeurs d'asile. Le président arguait d'une « formidable opportunité » pour les espaces ruraux pendant de la population et pour les réfugiés qui trouveraient de meilleures conditions que dans des zones denses. Une vision jugée utilitariste par certains, maladroite et risquant de nourrir l'argumentaire identitaire du grand remplacement par d'autres.

« On a perdu 150 habitants en quinze ans, accueillir ne peut qu'enrichir nos campagnes », considère, sur le terrain, le maire d'Uzerche, non content de voir des logements vacants de sa commune rénovés par les bailleurs et des petits patrons en manque de main-d'œuvre trouver des candidats. Un « gagnant-gagnant », dont témoigne tous les élus, qui ont vu leurs bourgs trouver un second souffle et leur bâti abandonné – ancien couvent, château, centre de vacances – une nouvelle vocation de centres d'accueil.

À Notre-Dame-de-Osier, le chantier d'insertion en maraîchage et boulangerie porté par l'association Tero Loko emploie vingt-cinq contractuels, deux tiers de réfugiés, un tiers de locaux. Une « petite PME » qui a permis, depuis 2018, de recréer un marché, d'ouvrir un fournil dans ce village-dortoir qui ne comptait aucun commerce, se félicite Adeline Rony, cofondatrice de l'association. « Des gens qu'on ne voyait

nulle part se sont soudain révélés, ça a créé une dynamique qui n'existait pas », s'enthousiasme Alex Brichet-Billet, maire divers gauche de la commune iséroise.

À Pessat-Villeneuve, on se félicite de l'obtention d'une ligne de bus, de la stabilisation des effectifs scolaires, de l'ouverture de classes, bientôt de la première superette... Le mètre carré a même augmenté dans ce bourg voisin de Clermont-Ferrand. « On gagne de nouveaux habitants sans que le centre d'accueil ne soit un frein », constate le maire, Gérard Dubois.

« Une volonté politique forte »

Demeure toutefois le bruit de fond du « pourquoi eux et pas nous? », mise en concurrence entre précaires alimentés par l'extrême droite. Le Rassemblement national (RN) gagne du terrain dans les urnes rurales surfant sur l'abandon supposé des campagnes. Surtout là où se concentrent les difficultés sociales. « Il faut expliquer qu'on fait pour tout le monde, sans favoritisme », considère Christian Vannobel, maire (MoDem) et ancien médecin de Sissonne, dans l'Aisne, « 17 % de chômage, un revenu par habitant très faible, 60 % de RN ». Une consultation de protection maternelle infantile qui bénéficie à tous, a été rouvert. En termes d'acceptabilité, les projets mixtes comme le chantier partagé en Isère, atténuent le « on fait tout pour les étrangers », constate M. Brichet-Billet.

Tout cite plusieurs conditions à la réussite d'un projet d'accueil: qu'il soit porté par une association et proportionnel au village, un soutien sans faille de l'Etat, des bénévoles. « Et une volonté politique forte », ajoute Jean-Paul Grador, édile d'Uzerche. Car même des territoires à la tradition d'accueil ne sont pas à l'abri de tentatives de récupération. Lui-même s'est fermement opposé à la tenue d'un meeting d'I. Zemmour dans sa commune lors de la campagne présidentielle 2022, « une provocation ». Le maire de Pessat-Villeneuve a encore trouvé deux tracts Reconquête! dans sa boîte aux lettres.

Hassan Hussein Omar, 32 ans, fait partie du petit pourcentage de réfugiés qui ont choisi de rester dans leur village, une fois leur statut de réfugié obtenu. Un modèle d'intégration. Pourtant, lorsque le jeune Somalien a été orienté à Luzy dans le Morvan, en 2018, après un éprouvant périple jusqu'à la porte de la Chapelle à l'ouest, se sentait à nouveau déraciné. Citadin dans son pays, il craignait d'être isolé, de ne pas pouvoir se déplacer et d'atterrir dans un « petit village très dur ». Puis il y eut le club de foot, les cours de français, la chaleur bienvenue, les amis.

Et, en 2021, « les papiers ». Suivis du travail: cuisinier dans son pays, Hassan Hussein Omar s'est tout de suite fait embaucher au Bar-Resto de l'Église. Aujourd'hui, il loue un appartement et prépare le permis. « Tout ça aurait été plus compliqué dans une grande ville », remarque-t-il. Repartir? Pas question pour l'attaquant-phare du club celui qui compte parmi les figures luzyciennes. « Ici je me sens chez moi ». Quant aux maires de ces communes, tous ont été réélus aux dernières élections municipales. Ils espèrent que leur expérience pourra en inspirer d'autres. ■

CAMILLE BORDENET